

Les Français et le budget de l'Etat pour 2018

Enquête Harris Interactive pour



Enquête réalisée en ligne les 31 octobre et 1^{er} novembre 2017. Échantillon de 1 081 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

*_**

Dans le cadre de son partenariat avec *LCP*, Harris Interactive réalise chaque mois une enquête auprès des Français afin de cerner leurs opinions, leurs préoccupations et leurs attentes à l'égard de différents enjeux liés à un sujet d'actualité.

Réalisée suite au vote par l'Assemblée nationale de la première partie du projet de loi de finances pour 2018, cette étude a vocation à faire le point sur **la perception du budget de l'Etat pour 2018 par les Français** : quel regard portent-ils sur celui-ci ? A quelles mesures sont-ils le plus favorables ou défavorables ? Quels postes budgétaires faudrait-il selon eux augmenter ou diminuer en priorité ?

Que retenir de cette enquête ?

Les Français ont un jugement contrasté à l'égard des principales mesures du budget de l'Etat 2018

- Lorsqu'on leur propose de réagir aux mesures les plus emblématiques de ce projet de budget 2018, **les Français expriment un jugement nuancé. Les mesures perçues comme permettant de redonner du pouvoir d'achat à une grande partie de la population sont largement soutenues** : c'est le cas de la baisse des cotisations salariales (79% des Français y sont favorables) ou de la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages en 3 ans (75%). Le projet de prélèvement unique de 30% sur les revenus du capital (« flat tax »), dont les effets sur le pouvoir d'achat des ménages sont sans doute moins bien anticipés, fait l'objet d'un jugement mitigé (48% favorables, 52% défavorables).
- **En revanche, les mesures les moins soutenues sont celles assimilées à une hausse des impôts** (ainsi, 81% des Français sont défavorables à la hausse de la CSG, 61% à l'augmentation progressive de la fiscalité du gazole) **ou à ce qui est perçu comme un « cadeau » envers les catégories les plus privilégiées de la population**, comme le remplacement de l'impôt sur la fortune par un impôt sur la fortune immobilière (69% y sont défavorables).
- Cette dernière mesure joue sans doute en grande partie dans le fait que **ce projet de budget est perçu comme plutôt favorable aux « catégories supérieures » de la population par une grande majorité de Français (72%)**. A l'inverse, ces derniers ont tendance à considérer que celui-ci va à l'encontre des intérêts des « catégories populaires » (seulement 23% estiment qu'il leur est plutôt favorable, contre 54% qui pensent l'inverse) et, plus encore, des « classes moyennes » (plutôt favorable : 15%, plutôt défavorable : 69%).
- De manière générale si les sympathisants de La République En Marche sont, sans surprise, beaucoup plus favorables à ce projet de budget que les autres (même s'ils manifestent majoritairement leur désapprobation concernant la hausse de la CSG), on note que **la suppression partielle de la taxe d'habitation et la « flat tax » recueillent davantage de soutien à gauche, alors que la suppression de l'ISF est mieux accueillie à droite**. Notons également que ce projet de budget est majoritairement considéré comme favorable aux « catégories supérieures » par tous, indépendamment de la proximité politique ou de la catégorie socioprofessionnelle.

Un certain scepticism quant aux conséquences macroéconomiques de ce budget

- La principale vertu attribuée par une courte majorité de Français à ce projet de budget est qu'il permet à la France de respecter ses engagements européens (52%). En revanche, ceux-ci se montrent nettement plus sceptiques en ce qui concerne d'éventuelles autres conséquences macroéconomiques de ce budget. Certes, environ 4 Français sur 10 estiment que celui-ci permet de réduire la dette et le déficit public (40%) et favorise la croissance économique (39%). Mais pour le reste, la grande majorité des Français ne croient pas qu'il permettra de redonner confiance à leurs compatriotes (seuls 28% le pensent), de lutter contre le chômage (27%) et de réduire les inégalités (23%).
- Là encore, les sympathisants de La République En Marche se montrent les plus positifs à l'égard de l'ensemble des effets attendus de ce budget. Les sympathisants LR et PS se montrent plus mitigés (tout en estimant majoritairement que celui-ci permet de respecter les engagements européens de la France), alors que les sympathisants FI et FN sont de loin les plus critiques.

La santé, poste budgétaire privilégié par les Français

- Quand on interroge les Français sur la façon dont les différents postes du budget de l'Etat devraient évoluer au cours des années à venir, ceux-ci accordent la première place à la santé : 69% d'entre eux estiment que ce poste devrait augmenter, contre seulement 11% qui pensent qu'il devrait diminuer. Parmi les autres domaines dont le budget devrait augmenter pour une majorité de Français, une place de choix est accordée à l'aide aux personnes handicapées (62%), à la sécurité intérieure (61%), à l'éducation (60%) et à l'agriculture (57%). En revanche, **deux postes sont clairement considérés comme nettement plus secondaires par les Français, et concernent les engagements internationaux de leur pays** : il s'agit de la contribution française au budget de l'Union européenne (55% estiment qu'elle devrait diminuer, contre seulement 8% qu'elle devrait augmenter) et l'aide au développement (devrait diminuer : 46%, devrait augmenter : 18%), la culture se situant dans une position intermédiaire (devrait diminuer : 30%, devrait augmenter : 26%).
- Les résultats sont assez différents selon la proximité politique. **Le poste budgétaire à augmenter en priorité serait la santé pour les sympathisants FI, PS et FN, mais la sécurité intérieure pour les sympathisants LREM et LR.** De manière générale, les sympathisants de gauche accordent une priorité plus importante que la moyenne à la santé, à l'éducation et au logement, alors que ceux de droite privilégient la sécurité intérieure.

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

Harris Interactive repense le marché en alliant innovation technologique et accompagnement d'experts au-delà des études. Pour aider ses clients à prendre les meilleures décisions, avec un temps d'avance. Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr